Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe Pour la reconstruction de la IV Internationale

Numéro 83

Mercredi 11 janvier 1978

PRIX: 1 F

**EDITORIAL** 

### C'est la lutte et non les élections qui peut faire de 1978 une année décisive

1978 a commencé. Les hommes du pouvoir, Giscard, Barre et autres Chirac nous disent que cette année sera l'année « décisive », l'année du « choix de société ».

A gauche, les grands partis et les hommes politiques qui les dirigent demandent aux travailleurs de mettre tous leurs espoirs de changement dans l'arrivée de cette gauche au pou-

Voilà les vœux de bonne année de ceux qui dirigent et de ceux qui s'apprétent à diriger. Pour eux tous, la bonne année aux travailleurs se souhaite en fonction du résultat des prochaines élections législatives.

Les révolutionnaires ne peuvent, quant à eux, que souhaiter à la classe ouvrière une année de victoires contre le capitalisme et le colonialisme. Mais nous disons que la classe ne peut pas remporter ces victoires par les élections. Nous disons que les urnes n'ont jamais permis aux travailleurs de changer leur sort. Si c'est la droite actuellement au pouvoir qui remporte ces élections, ce sont les ennemis déclarés des travailleurs qui continueront à gouverner. Si c'est l'Union de la gauche, ce sont les faux amis des travailleurs qui seront à la barre. Les premiers s'attaqueront ouvertement aux travailleurs. Les seconds le feront en enrobant leur politique anti-ouvrière de phrases trompeuses. Mais les uns comme les autres gouverneront pour le compte de la bourgeoisie.

Alors, travailleurs, sachons que notre avenir n'est pas entre les mains des politiciens professionnels de droite ou de gauche. Notre avenir est entre nos mains, nous le changerons si nous sommes capables de lutter et d'imposer nous-mêmes nos revendications.

Il est toujours néfaste pour les travailleurs de se bercer d'illusions. Ces élections, même si elles se traduisent par une victoire électorale de l'Union de la gauche, n'allègeront en rien le poids de l'exploitation, et ne mettront pas fin à la domination coloniale. Et nous aurions même tort d'espérer que nous serons un peu mieux défendus, car même cela n'est pas vrai.

Quel que soit le résultat des élections, et simplement parce que la crise économique est là, la bourgeoisie, les patrons, soucieux de défendre leur profit dans une période difficile, seront plus impitoyables encore contre les travailleurs. Ils licencieront plus facilement, ils chercheront à s'attaquer aux avantages sociaux, même au peu dont nous bénéficions ici aux Antilles. Par le blocage des salaires ou simplement par l'inflation, ils chercheront à réduire le pouvoir d'achat des petites gens. Et pour faire respecter la loi d'un patronat plus dur, le pouvoir colonial sera plus dur aussi.

Alors, même simplement pour nous défendre, même seulement pour faire en sorte que cela ne soit pas pire que cela n'est aujourd'hui, il faut que nous apprenions à nous organiser, à nous battre ensemble, à répondre à la force par la force. Nous savons bien que l'on ne respecte que les forts, que ceux qui savent se défendre. Nous pouvons être forts, mais justement en ne nous laissant pas endormir par la douce musique des promesses électorales de quelque bord qu'elles viennent.

Et si nous savons refuser de croire les marchands d'illusions, si nous savons nous organiser nous-mêmes et lutter, nous pouvons faire bien plus, nous pouvons vraiment changer notre sort, notre vie et celle de nos enfants.

Nous pouvons refuser systématiquement tout licenciement, exiger la répartition du travail entre tous. Nous pouvons imposer l'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire que les salaires augmentent immédiatement en fonction des prix.

Nous pouvons bouter dehors les exploiteurs de la classe ouvrière ; les grands capitalistes fonciers qui privent les paysans de la terre et qui en même temps ruinent l'économie de ce pays. Nous pouvons chasser le pouvoir colonial, pour le remplacer par le pouvoir des travailleurs des villes et des campa-

Est-ce utopique de formuler un vœu pareil, et de tout faire

pour qu'il ne reste pas seulement un vœu?

Eh bien, il est infiniment plus utopique de croire que les serviteurs patentés de la bourgeoisle impérialiste française, qu'ils soient de droite comme Giscard ou de gauche comme Mitterrand, pourraient devenir des amis des classes exploitées ou des peuples opprimés, et qu'ils œuvreraient pour alléger leurs fardeaux.

Alors, si nous participons aux élections, faisons-le sans illusions, sans faux espoirs. Et préparons-nous à la futte, car en le faisant, nous pouvons vraiment faire de l'année 1978 une Guadeloupe:

## Victoire des ouvriers de Beauport

PRES plusieurs grèves d'avertissement de 24 ou plusieurs 48 heures depuis le 30 novembre, les travailleurs de l'usine Beauport entrent en grève illimitée à compter du mercredi 21 décembre pour obtenir :

la réintégration de treize de leurs camarades licenciés :

le paiement intégral du mois de look-out de mars 1977.

La grève est totale en ce mercredi 21 : les employés, les chauffeurs de voitures particulières des dirigeants de l'usine, les travailleurs de l'agriculture ont répondu comme un seul homme au mot d'ordre de grève. Dès 6 heures, la totalité des ouvriers prend place devant l'usine. Le directeur de l'usine est lui aussi présent, flanqué d'un huissier de justice qui, semble-t-il, a été convoqué pour protéger ceux qui veulent travailler. Les grévistes n'y attachent aucune importance, et poursuivent sans désemparer les préparatifs de la manifestation qui va les conduire dans les communes d'Anse-Bertrand, de Port-Louis, de Petit-Canal, de Morneà-l'Eau et des Abymes. Des centaines de tracts seront distribués, et la population des communes traversées réserve un accueil sympathique aux manifestants.

Jeudi 22 et vendredi 23 décembre, la grève se poursuit toujours aussi totale, des piquets de grève se succèdent aux abords de

Dans l'après-midi du vendredi, Bernadac, le directeur de l'usine, informe que le P-DG a avancé son voyage et qu'il se trouve déjà à Beauport. Un rendez-vous est pris avec les représentants du personnel le samedi 24 dans la

(Suite page 2)



### Martinique : autour du congrès de la CGTM

# "Justice" contre toutes les fractions...

Justice, l'organe du P.C.M., a consacré ses trois derniers numéros de 1977 au prochain congrès de la C.G.T.M. qui aura lieu les 17, 18 et 19 février prochains. Et bien entendu, l'objectif premier des staliniens martiniquais, sous couvert de « préserver l'unité » de la C.G.T.M. est de s'attaquer de manière virulente à tous ceux qui, peu ou prou, contestent la manière dont les bureaucrates dirigent le syndicat : Le Naît, le G.R.S. et bien entendu Combat

Justice nous reproche de pratiquer « l'entrisme » : « On entre dans le syndicat pour le démolir du dedans. On entre dans le syndicat on en dit à l'extérieur le plus grand mal et à l'intérieur on se répand en propos malveillants et démobilisateurs ».

Voilà donc des militants politiques qui reprochent tout simplement à leurs adversaires de militer dans le même syndicat qu'eux et de critiquer la politique menée par les dirigeants de ce syndicat. Sans doute Duféal et Lamon voudraient tout simplement voir les révolutionnaires prendre pour argent comptant tout ce qu'ils disent et font à la tête du syndicat. Tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes bureaucratiques.

mal placés pour faire ce reproche. Ils sont tous membres du même parti, le P.C.M., ils prennent de concert une orientation syndi-Mais cette condamnation de I' « entrisme », c'est une façon hypocrite, mensongère, de s'en prendre au droit de tout militant du syndicat d'avoir ses idées nolitiques et de les défendre. Justice reproche aux militants révolutionnaires de se comporter en « fraction » et de « saboter » le syndicat, mais ceux qui sabotent le syndicat, ce sont ceux qui limitent ou bafouent franchement la démocratie qui devrait régner dans les rangs ouvriers.

Tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions, doivent pouvoir se retrouver au syndicat pour défendre ensemble leurs intérêts. Ils devraient tous pouvoir s'exprimer, participer à la direction des affaires syndicales, se regrouper s'ils le veulent, en tous cas, se sentir à l'aise, sans que la direction leur impose une censure.

Il faut toute la bêtise des bureaucrates, accrochés surtout à leurs postes, pour penser que la démocratie ouvrière la plus large limite l'effficacité du syndicat. Bien au contraire, c'est l'absence de démocratie qui dégoûte bien des travailleurs.

Quant à l'accusation de « fractionnisme », Lamon, Duféal, Tanger et autres Vanin sont vraiment cale qu'ils font appliquer aux syndiqués. Ils défendent le même point de vue sur les questions posées et réagissent en bloc devant les mêmes problèmes. Qu'est donc une fraction si cela n'en est pas une? Et face aux attaques dont ils sont l'objet au sein de la C.G.T.M., les membres dirigeants ne répondent pas dans Le Peuple, organe de la C.G.T.M., mais dans Justice, organe du P.C.M.

Nous ne reprochons pas aux membres du P.C.M. de se constituer en tendances ou fractions, nous pensons que cela devrait être le droit de tous les syndiqués. Ce que nous leur reprochons, c'est de chercher au nom de leur fraction à faire taire ceux de vue, et de ne reculer devant aucune manœuvre pour le faire. Bien sûr, nous avons une critique plus profonde à l'égard des militants du P.C.M., à savoir le fait qu'ils défendent une ligne politique fausse et dangereuse, une politique qui ne va pas dans le sens des intérêts des travailleurs.

Mais justement cette discussionlà, portant sur les propositions des uns et des autres, devrait pouvoir se dérouler librement au sein du syndicat. Pour notre part, nous sommes prêts à respecter la démocratie syndicale, c'est-àdire agir suivant la décision de la majorité, même lorsque nous ne partageons pas le point de vue de la majorité.

Ce n'est pas le cas des Lamon et Dufeal qui prétendent parler au nom de la majorité, mais ne laissent pas s'exprimer ceux qui ne partagent pas leur point de vue.

Craignent-ils donc tellement que le fonctionnement démocratique du syndicat leur fasse perdre leur place?

## **AUX ANTILLES UN QUART DE LA POPULATION**

Pendant longtemps, il a été pratiquement impossible de connaître le niveau de l'emploi et du chômage. Les statistiques de l'INSEE demeuraient confidentielles. La publication du tableau de la Trésorerie Générale de l'INSEE établi d'après le recensement de la population, effectué en 1974, permet de combler un vide et donne quelques approximations dans ce domaine.

Ainsi, nous apprenons qu'en Martinique par exemple la population active s'élevait à 105 000 personnes, dont 20 500 chômeurs, soit un taux de 20 %. Ce chiffre est énorme. Rappelons qu'en France, pour une population active d'environ 20 millions de personnes, il y a 1,5 million de chômeurs, soit un taux de 7,5 %, alors que nous sommes en période de crise.

Mais une étude détaillée du tableau permet d'augmenter ce chiffre très largement. En effet, le taux d'occupation des emplois va révéler d'énormes trous. Ce taux est de 90 % dans les secteurs secondaires et tertiaires (industrie, commerce et service). Ces sec-

teurs employant 70 000 personnes environ, il n'y aurait donc que 63 000 emplois réels et 7 000 chômeurs.

Quant au secteur primaire (pêche et agriculture) qui emploie 15 000 travailleurs, le taux d'occupation atteint 50 %, à cause du travail saisonnier, ce qui fait 7 500 chômeurs environ.

En somme, uniquement dans la partie de la population active, il y a, en plus des 20 500 chômeurs recensés, 14 500 chômeurs camouflés, ce qui porte le total à environ 35 000

personnes

Mais c'est loin d'être tout. Si l'on se réfère à la partie inactive de la population, d'autres anomalies sautent aux yeux :

— ainsi, il y a 26 000 ménagères sans emploi, dont l'immense majorité est constituée de femmes qui n'ont pas de travail parce qu'elles n'en trouvent pas.

— il y a aussi 13 000 personnes classées dans les « autres inactifs », c'est-à-dire les militaires du contingent et la masse des « jobeurs », ceux qui survivent en se débrouillant avec une journée de travail ici, une autre là.

Donc, là aussi, près de 40 000 personnes sont exclues carrément de la production.

Ainsi, la société coloniale se caractérise par la mise à l'écart d'environ 70 000 à 80 000 personnes, soit environ le quart de la population totale. Des dizaines de milliers de personnes qui veulent travailler ne trouvent pas d'emploi. Et pour la Guadeloupe, les chiffres sont quasiment identiques. Un gâchis aussi énorme suffit à condamner la société qui l'a créé.

## Que propose le gouvernement?

ACE au problème du chômage, le gouvernement n'a guère innové en méthodes, car, au-dellà des vœux et des promesses, ses solutions sont restées les mêmes : l'armée, le BUMIDOM et les chantiers de chômage.

L'armée cela veut dire

douze mois dans des casernes avant de se trouver à nouveau au chômage. Le Bumidom, lui, continue à se charger du départ vers la France de milliers de jeunes à la recherche d'un emploi de plus en plus hypothétique.

Quant aux chantiers de chô-

mage, nouvellement rebaptisés le plus sérieusement du monde « chantiers de développement local «, ils n'embauchent qu'un nombre très restreint de chômeurs, et de façon épisodique. La plupart du temps, le travail consiste à couper les herbes le long des routes ou à quelques travaux d'entretien.

En principe, les municipalités ont un fond réservé à l'embauche sur ces chantiers. Elles l'utilisent rarement. Ces chantiers ne sont donc qu'une solution démagogique et de la poudre aux yeux. En réalité, ils ne résolvent rien.

De plus, le pouvoir ne se gêne pas pour se servir du sport afin de faire miroiter aux jeunes un avenir célèbre à l'instar des Tresor ou Janvion. Cyclisme et foot-ball font partie de l'attirail publicitaire du colonialisme pour faire rêver la jeunesse à défaut de lui procurer des emplois.

Voillà quels sont quelquesuns des dérisoires palliatifs destinés soi-disant à « résorber le chômage », qu'utilise à tout crin le gouvernement colonialiste français.

### La gauche non plus n'a pas de solution

I le gouvernement colonialiste n'a pas de réponse à fournir aux dizaines, de milliers de chômeurs de la Martinique et de la Guadeloupe, les partis de gauche n'ont pas de meilleures solutions à apporter à ce problème.

Bien sûr, Le Progressiste et Justice fourmillent avec raison d'attaques contre le gouvernement créateur de chômage et dénoncent les licenciements. Mais nulle part on

ne trouve la trace d'un plan de lutte contre le chômage. En réalité,les partis et organisations de gauche se cantonnent à une simple dénonciation du chômage.

Le meilleur exemple en est donné par le PCM. A la fin de 1975, le PCM lança une campagne d'affiches sur le thème : « 90.000 chômeurs à la Martinique ». Il appela même à créer des comités de chô-

Par ailleurs, la CGTM, dans le projet de rapport de la le jour!

meurs... dont pas un ne vit Commission exécutive soumis au prochain Congrès de février 1978, si elle signale que « le problème de l'emploi est un problème sérieux à la Martinique » se garde bien de donner d'autres perspectives que celle-ci : « Il faut qu'on mette en place des lois qui aident leur misère ».

les chômeurs pour soulager Pourtant les travailleurs ont déjà montré en de multiples occasions qu'ils voulaient se battre contre le chômage. Ainsi, en mai 1975, les ouvriers de Jardin-Billiard se mettaient en grève contre les licenciements projetés et étaient suivis par plusieurs autres entreprises du bâtiment : Colas, Segta. Avec plus de combativité encore, entre mars et mai 1976, des milliers de travailleurs se mirent en grève et exigèrent entre autres revendications l'arrêt de tous les licenciements.

Certains syndicats, tels ceux de l'Eclairage et de la Santé exigent actuellement la semaine de 35 heures.

C'est dire donc que cette volonté de lutte existe, mais c'est dire aussi que la gauche est fermement décidée à n'en tenir aucun compte, parce qu'elle a bien trop peur que les travailleurs ne la prennent au mot et n'engagent la lutte plus loin que ces partis de gauche ne sont prêts à l'accepter.

Pourtant, les solutions existent au chômage. Il appartiendra aux travailleurs de les faire appliquer.

## Des mesures immédiates sont possibles

AlS dès maintenant il est possible d'entreprendre un certain nombre de choses. Prenons que ques exemples

Au Centre Hospitalier de Fort-de-France les syndicats estiment qu'il manque déjà au



moins 238 postes pour que les services fonctionnent normalement. Il est donc nécessaire dès aujourd'hui d'embaycher 238 travailleurs supplémentaires. En outre, en 
diminuant les horaires des 
employés en service de 40 à 
35 heures par semaine, ce qui 
est parfaitement possible à 
l'heure actuelle, cela permettrait l'embauche de près de 
200 personnes, soit au total 
au moins 438 personnes supplémentaires.

Autre exemple : il n'existe qu'une vingtaine de crêches à la Martinique alors qu'il y a près de 25 000 enfants de moins de 5 ans! Il faudrait donc en construire plus de 200 pour répondre aux besoins immédiats des mères de famille!

Dans l'enseignement, le problème est identique : lors de la dernière rentrée scolaire en Guadeloupe, 35 000 élèves se présentaient dans les collèges alors que 23 000 places seulement leur étaient offertes. En Martinique, 700 élèves orientés vers les CET à la fin de la 3° et 1 000 élèves à la fin de la 5°, ne trouvaient pas de place, faute de locaux suffisants. De nombreux élèves entrant en 6° se trouvaient sur des listes d'attente dans l'espoir qu'on arriverait quand même à les caser quelque part!

Les syndicats enseignants estiment que dans l'ensemble de l'académie Antilles-Guyane il manque actuellement 50 collèges, plusieurs lycées, et plusieurs centaines de postes d'enseignants, ne serait-ce que pour assurer l'enseignement selon les normes ministèrielles en vigueur.

Même problème pour le logement : la moitié de la population vit dans des bidonvilles et dans de misérables casés sans confort. Eh bien il est urgent de construire des dizaines de milliers de logements, immeubles collectifs et maisons particulières avec l'eau, l'électricité et un aménagement sanitaire correct, et de faire disparaître au plus vite ces bidonvilles.

Dans un autre domaine, celui de l'agriculture, il est possible d'employer des milliers
de bras. Il faudrait pour cela
mettre la terre à la disposition
de ceux qui veulent la travailler, et mettre en culture le tiers
de terres en friches, savanes
et autres, qui existent actuellement. Il est également absolument nécessaire d'engager
immédiatement de grands travaux d'irrigation (forage de
puits, creusement de canaux...) pour rendre fertiles
certaines régions du Sud.

Mais au lieu d'entreprendre ce programme, le gouvernement préfère continuer à subventionner les capitalistes et les gros propriétaires fonciers qui ferment les usines et aissent la terre en friche, et à payer grassement des milliers de parasites de toutes sortes comme les gendarmes et autres militaires. Il préfère aussi augmenter les crédits destinés à la répression (+ 26,8 %) dans le dernier budget des DOM-TOM), tandis qu'il diminue parallèlement sans vergogne les dépenses d'équipement de l'éudcation nationale (- 30 % dans ce même budget) ou du FIDOM ( -50 %).

Aussi il dépend seulement qu'ils contraignent le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin au chômage.

Mais cela n'est possible que par une lutte d'ensemble de tous les travailleurs, de ceux qui travaillent comme de ceux qui sont actuellement au chômage.

### Victoire des ouvriers de Beauport (suite de la page 1)

Le samedi 24, les négociations n'ont même pas lieu, le P-DG refuse la présence d'un membre du bureau confédéral de la CGTG accompagnant la délégation. Le mécontentement est à son comble. Après avoir analysé la nouvelle situation créée par cet incident, les travailleurs se donnent rendez-vous pour le mardi 27 décembre.

Ce jour-là, pas un seul travailleur ne manque à l'appel, la détermination est toujours aussi grande de faire céder les patrons. Ceux-ci s'en tiennent à leur

position du samedi : ils ne veulent recevoir que les travailleurs de l'usine. La colère monte, et éclate au moment où le P-DG et le directeur veulent quitter l'usine en voiture. Les grévistes sont méfiants et décident d'immobiliser la voiture. Il est à ce moment 7 h 45. Le P-DG et le directeur resteront ainsi coincés jusqu'à 15 heures. En effet, sur intervention de l'inspecteur du travail et du maire de Port-Louis, de nouvelles négociations ont lieu sur-lechamp dans les bureaux de la direction. Elles ne dureront qu'une demi-heure. P-DG et directeur disent non à toutes les revendications. Cette fois c'est dans leur propre bureau qu'ils seront maintenus. Les travailleurs s'organisent dès 18 heures pour y passer la nuit. Femmes, enfants et autres travailleurs de la région commencent à y arriver, et encouragent les grévistes dans leur attitude. « Zot ni raison, cé çà même pou zot fè », entend-on de partout. Certains travailleurs évoquent leurs souvenirs de 1948, et il règne dans les locaux où les patrons sont gardés une véritable

atmosphère de combat. Il est 19 heures 30 lorsque le maire de Port-Louis revient à l'usine et apprend que le préfet qui suit d'heure en heure l'affaire, propose une réunion de toutes les parties le lendemain à Basse-Terre. Les travailleurs les plus décidés ne sont pas d'accord pour aller à Basse-Terre, et proposent de demander au préfet de se rendre à Beauport. Mais cette position ne passe pas malgré le nombre de grévistes qui la soutiennent.

Le mercredi 27 décembre, une dizaine de voitures prend la rou-

te de Basse-Terre. Les négociations débutent à 10 heures précises. El'es dureront jusqu'à 13 heures. Les patrons ont cédé, les licenciements sont annulés, et toute une procédure sera engagée par l'administration pour étudier la situation de l'entreprise.

C'est là une grande victoire que viennent de remporter les ouvriers de Beauport. Ils démontrent en fait à tous ceux qui prêchent l'attente et la passivité que seule la lutte ferme et résolue peut obliger patronat et administration à reculer.

## AU CHOMAGE

## Le programme des révolutionnaires

Pour supprimer le chômage, que proposent les révolutionnaires?

- D'abord la suppression totale des heures supplémenaires actuellement effectuées par de nombreux travailleurs.

- Ensuite la diminution générale du temps de travail à 35 heures par semaine, pour tous les travailleurs, sans réduction de salaire.

- La confiscation des terres qui sont aux mains des grands propriétaires et leur attribution à tous ceux qui veulent la travailler.

- La mise sur pied de grands travaux utiles à la collectivité tout entière et dont nos pays sous-développés ont grand besoin : construction massive de logements, de routes, d'écoles, de crêches, etc... extension des réseaux de distribution d'eau et d'électricité à tous les quartiers, généralisation des travaux d'assainissement, mise en chantier de vastes systèmes d'irrigation pour l'agriculture et l'élevage.

Voilà les mesures que peuvent imposer les travailleurs s'ils s'organisent pour prendre le pouvoir et qui résoudraient aussitôt le problème du chômage tout en répondant aux besoins essentiels de la population.



Faire disparaître les bidonvilles... ce n'est pas le travail qui manque.

## La politique de Rosan Girard : les travailleurs n'y ont aucun intérêt

OSAN GIRARD, ex - dirigeant et fondateur du Parti Communiste Guadeloupéen, ancien député et maire du Moule, homme politique très populaire dans les années cinquante en Guadeloupe, vient d'opérer un retour politique en Guadeloupe et sera probablement candidat aux élections législatives prochaines.

En désaccord avec le Parti Communiste depuis déjà longtemps, il veut mettre sur pied un mouvement politique large autour de son nom et a lancé un appel tous les Guadeloupéens.

A première vue, qu'un homme, inconnu de la jeunesse et qui depuis près de vingt ans vivait en France, débarque subitement en Guadeloupe, se présentant en souveur suprême de la situation peut surprendre...

Pourtant, certains maires et conseillers généraux, quelques mouvements politiques, une fraction de petits bourgeois et bourgeois locaux s'apprêtent à rallier Roson Girard, s'ils ne l'ont déjà fait. Quant aux travailleurs, il n'est pas exclu qu'une fraction d'entre eux, déçue par la politique des partis traditionnels de gauche, rejoigne l'homme qui, pendant des années, avait représenté pour eux un espoir de changement. Mais ce changement qui peut être l'autonomie ou l'indépendance, Girard veut l'obtenir non pas par la mobilisation révolutionnaire des travailleurs guadelou-péens, mais par la discussion avec le colonialisme français. En fait, son but est de se reforger une base populaire suffisamment forte pour apparaître un jour comme l'interlocuteur valable du gouvernement français.

C'est donc en «bonaparte» qu'il se présente, en voulant s'appuyer à la fois sur des éléments de droite et sur ceux de gauche.

A droite, il pourrait avoir l'appui de toute une fraction de la petite bourgeoisie locale effrayée par le PCG et qui aspire à un changement modéré. A gauche, c'est l'appui des travailleurs influencés par 'es partis communistes et socialistes, par certains élus proches de ces partis, c'est aussi celle de la petite bourgeoisie influencée par les idées nationalistes qu'il désire gagner.

Il est encore tôt pour affirmer qu'une telle tentative politique a de réelles chances de succès. Pourtant, dans les conditions actuelles de la Guadeloupe où de larges couches de la population désirent un changement, tout en restant effrayées par la perspective de l'indépendance, la solution qui consisterait à mettre tous les espoirs de changement en un homme « providentiel », « sage » et modéré reste pour beaucoup le remède-miracle. Un tel homme, pensent-its, éviterait à la fois que la Guade'oupe reste dans la situation coloniale actuelle qu'une solution anti-colonialiste radicale vienne changer brutalement les choses.

Mais, en tout état de cause, qu'est-ce qu'une telle politique changerait pour les travailleurs?

Rosan Girard n'appel'e pas ces derniers à la lutte, il ne s'adresse pas à la classe ouvrière et aux paysans pauvres. Le « grand rassembleur », en voulant créer comme il le dit un mouvement « multi-classes » ne veut que noyer les travailleurs dans un rassemblement qui serait en fait dirigé par la petite bourgeoisie modérée.

Un mouvement po'itique qui se donne ouvertement de tels buts ne peut qu'être néfaste pour les travailleurs. Car le premier résultat de ce rassemblement « multiserait d'obscurcir

conscience de classe des travail-

Ceux-ci doivent bien sûr, chaque fois que possible, s'allier dans la lutte à d'autres classes hostiles au colonialisme. Mais il est vital pour eux qu'ils conservent en toute circonstance leur indépendance politique.

La classe ouvrière, à travers toutes les luttes politiques qui se présentent, a ses propres buts et ses propres aspirations à satisfaire. Pour y parvenir, elle doit se méfier comme de la peste de tous ceux qui lui proposent de se fondre sans un « grand rassemb'ement ». Celui-ci ne peut être alors que l'instrument politique d'autres couches sociales, en l'occurrence d'une fraction de la petite bourgeoisie anti-colonialis-

En admettant que la politique menée à l'heure actuelle par Rosan Girard mène un jour à un changement de statut, ce serait un changement dans lequel les intérêts des travail'eurs seraient relégués au dernier plan. Girard ne lutte ni contre les profits capitalistes, ni contre la propriété privée bourgeoise, et il le dit luimême.

Les travailleurs guadeloupéens n'ont par conséquent aucun intérêt à suivre une telle politique. Ils doivent continuer à se battre dans les entreprises, à participer à la lutte politique avec leur propre drapeau et mettre en avant leur propre programme.

Ce n'est qu'au cours de ces luttes qu'ils pourront se forger une direction politique et trouver en leur sein des dirigeants politiques qui se battront sur leur terrain de classe. Le véritable changement passe par cette voie-là. Mais celle-là, non seulement Rosan Girard ne tient pas à la sui-

### Un plaidoyer honteux Le GRS et les élections : de De Lepine pour une mauva

'EST sous la plume de de Lépine que le GRS expose, dans le nº 1 de Tranchées, ses conceptions en matière d'élections. Ce long article, intitulé Autour des sénatoriales — le GRS et les élections », est un document édifiant de l'opportunisme quasi-congénital du GRS, et une parfaite Mustration du suívisme de cette organisation visà-vis des partis de gauche, suivisme que nous avons eu maintes fois l'occasion de mettre en évidence et qui s'exprime là en pleine c'arté.

Nous laisserons de côté dans cette analayse le ramissis d'injures et d'expressions calomnieuses destinées à Combat Ouvrier. Nous laisserons à de Lépine la responsabilité de ses malhonnêtetés et nous regretterons simplement, pour lui et pour son organisation, que mensonges, ca'omnies et insultes leur tiennent souvent lieu d'arguments politi-

Quoi qu'il en soit, le GRS fait, tout au long de cet article, une remarquable démonstration de ce qui constitue le fond de sa politique : un opportunisme systématique envers les dirigeants réformistes, nationalistes (PPM) et staliniens (PCM). Car c'est en direction de ceux-ci que milite le GRS, et non en direction des travailleurs de ces partis, comme sur le plan syndical il milite en direction des chefs syndicaux que sont les Agasta, Lange, Lamon. ou Tomiche.

Le GRS se précipite régulièrement vers ceux-ci pour leur faire des propositions où il ne craint pas d'escamoter la politique qu'il affiche en d'autres temps, pour avoir plus de chances de trouver un terrain d'entente avec eux. Cette fois encore, à l'occasion

des récentes sénatoriales, il n'a pas failli à la tradition, et a endes tractations avec les PPM, PCM et PSM, tractations qui n'ont pu finalement aboutir malgré tous les gages de bonne volonté donnés par le GRS.

Quant à l'enjeu de ces tractations, de Lépine l'exp'ique lui-

« Ce que nous voutions, c'était, sur le plan du principe, la recon-naissance du courant indépendantiste comme partie intégrante du mouvement de libération nationale, sur un pied de sricte égalité avec le courant autonomis-

Et pour mieux justifier son lamentable et constant aplatissement politique devant la gauche traditionnelle, le GRS met en avant la nécessité d'un prétendu « Front Unique Ouvrier »: Mais, cette unité il ne la conçoit qu'en termes d'accords électoraux signés avec les directions de ces partis. « Il faut être un bien piètre révolutionnaire », écrit de Lépine, « pour ne pas comprendre que tout ce qui va dans le sens de l'unité des organisations se réclamant de la classe ouvrière, va dans le sens du renforcement de la classe (ouvrière - NDLR) et par conséquent dans le sens de ses intérêts historiques ».

Ainsi, un simple pacte électoral représente-il pour le GRS le fin du fin de l'unité ouvrière. Que des organisations « se réclamant de la classe ouvrière » s'entendent entre elles pour se répartir quelques voix ou quelques sièges, voilà ce qui permettra, selon le GRS, à la lutte des travailleurs de progresser!

Nous ne le pensons pas, quant à nous. Ce n'est pas la signature de que ques dirigeants au bas d'un accord électoral qui donnera

à la classe ouvrière plus de confiance en elle-même et plus de conscience de ses propres intérêts. Si l'unité de la classe ouvrière est nécesaire, ce n'est pas sur le terrain électoral, mais sur celui de l'action pratique, sur celui des grèves, des manifestations, des luttes de toutes sortes que mènent les travailleurs. C'est là qu'il importe qu'ils soient unis pour avoir des chances de gagner leurs batailles contre la bourgeoi-

Mais de cela , le GRS n'a pas l'air de se soucier beaucoup.

Cette absence de principes ne pouvait qu'amener le GRS à enfourcher à son tour le dada électoraliste. En politique, toute prise de position a l'opportunisme du GRS n'échappe pas à la règle.

Ainsi, pour justifier la course aux accords électoraux qu'il mène à l'occasion de chaque élection, le GRS déclare sans gêne que qu'il mène à l'occasion de chaque élection, le GRS déclare que ...toute bataille électorale aujourd'hui aux Antilles est une bataille de classes où s'affrontent directement les représentants de la bourgeoisie... et ceux du prolétariat ».

De la même façon qu'il assimile la « bataille électorale » à la lutte de classes entre prolétariat et bourgeoisie, le GRS pense donc que toute victoire électorale de la gauche est une victoire des travailleurs, et qu'à l'inverse toute défaite électorale est aussi une défaite des travailleurs. A Combat Ouvrier, nous ne le pensons

Si la classe ouvrière connaît victoires et défaites, ce ne sont pas celles du bulletin de vote. Ce sont celles qui sanctionnent les luttes économiques et politiques

menées contre le capitalisme sur les chantiers, dans les entreprises, les usines ou les champs. La classe ouvrière peut être victorieuse ou vaincue dans son combat contre la bourgeoisie, mais ce combat-là ne se déroule pas au fond des urnes. Le faire croire, c'est renforcer les illusions électoralistes propagées par les partis de gauche.

Le GRS quant à lui, ne s'en prive pas. Toute sa propagande à propos des élections s'appuie sur l'illusion largement répandue chez les travailleurs, que les élections pourront changer leur sort.

Le GRS, non seulement ne combat pas les illusions électorales, mais il va dans leur sens : « Notre démarche, écrit de Lépine, s'inspirait du souci de ne pas décevoir l'attente des travailleurs qui croyaient pouvoir faire élire un sénateur communiste ou progressiste grâce à l'union de toutes les forces anti-colonialistes ».

Certes, il est plus facile de s'appuyer sur les illusions électorales des masses que de les combattre, comme il est plus facile de cherdher des accords électoraux tous azimuts avec les dirigeants des partis de gauche, sous prétexte d'unité de la classe ouvrière, que de se livrer à une critique sans complaisance de leur politique sans perspectives. devant tous les travailleurs qui leur font confiance.

Tout le plaidoyer de de Lépine pour la politique é'ectorale de son organisation n'est finalement qu'un aveu d'impuissance. Impuissance d'une organisation issue des milieux staliniens et petits bourgeois à mettre sa politique en accord avec l'étiquette trotskyste qu'elle a accolée à sa façade. Impuissance à rompre avec des pratiques et des ana-

lyses héritées du réformisme stalinien et du nationalisme radical. C'est tantôt l'un tantôt l'autre

aspect de cet héritage qui prend le dessus. En matière électorale, c'est dans le fond stalinien que puise largement le GRS.

#### COMBAT OUVRIER

Directeur de publication : Jecelyn BIBRAC

Adresser toute correspondance : ANTILLES :

Gerard BEAUJOUR BP 214 97110 POINTE-A-PITRE

(GUADELOUPE) 97204 FORT-DE-FRANCE (MARTINIQUE

FRANCE : Combat Ouvrier BP 80 93302 AUBERVILLIERS Cédex Impression Graphie-Press Epinay-sur-Seine Commission paritaire

#### Nº 51-728 TARIF DES ABONNEMENTS

- ordinaires 1 an : 12 F - sous pli fermé 1 an : 15 F

ANTILLES : - sous pli fermé 1 an : 15 F ETRANGER : écrire au journal

Tous versements de tonds, abonnements et soutiens doivent être falte à : Joselyn BIBRAC

CCP 32 566 71 La Source

### Vietnam-Cambodge:

## Le nationalisme diviseur des peuples

ES violents accrochages qui ont eu lieu il y a queiques jours entre les troupes du Cambodge et ce les du Vietnam ont attiré l'attention sur l'actualité des différends vietnamokhmer. Ces différends portent sur le tracé de la frontière entre le Vietnam et le Cambodge et rien n'indique que dans l'état actuel des choses ils puissent être résolus à court terme. En effet, à la suite des premiers engagements militaires, Phom-Penh rappelait son ambassadeur à Hanoi et repoussait les offres de négociations vietnamiennes. Les communiqués cambodgiens accusent par ailleurs les armées vietnamiennes d'avoir un comportement « pire que ce ui des mercenaires de Ky et de Thieu », dictateurs qui régnaient sur le Vietnam pendant l'occupation américaine. Les dirigeants cambodgiens prétent aux Vietnamiens l'intention de vouloir soumettre le Cambodge dans une fédération indochinoise sous leur contrôle.

De son côté, le Vietnam prétend que les troupes cambodgiennes ont commis à plusieurs reprises des atrocités contre les populations vietnamiennes des régions frontalières.

Peut-être aussi que le conflit n'est pas aussi profond que le

prétend la presse internationale et que les combats seront sans lendemain. Mais le fait même qu'i's aient eu lieu est déjà révélateur de ce que sont les gouvernements vietnamien et cambodgien. C'est la politique des dirigeants de ces pays qui contient en germe ce type de conflit. Pendant toute la période de lutte contre l'impérialisme américain, leur préoccupation unique était de libérer le pays pour construire un Etat national. Dans le front constitué pour la lutte, toutes les classes sociales se sont retrouvées au coude à coude et il n'y avait donc aucune raison pour que les opprimés, traditionnellement les moins organisés se retrouvent à la tête de l'Etat une fois la guerre terminée. Les gouvernements qui dirigent ces pays sont donc les résu'tats d'une politique nationaliste et en tant que tels ils cherchent à défendre leurs intérêts nationaux, ignorants au besoin les intérêts des peu-

Bien sûr le problème des frontières est un vieux problème et les rectifications ajoutées par le colonia'isme français n'ont pas arrangé les choses, eh bien justement... certaines portions de territoires peuvent très bien, compte tenu de leur peup'ement.

de leur histoire être revendiquées par tel pays plutôt que par tel autre. Des gouvernements qui représenteraient réellement les intérêts des populations, n'en seraient donc pas à défendre pied à pied leur territoire national, ils feraient au contraire en sorte que les frontières ne séparent pas les peup'es mais les unissent, jusqu'à ce que les popu'ations concernées préfèrent d'ailleurs se passer complètement de frontières. Les préjugés, les méfiances légués par l'Histoire auraient dû être combattus. Les dirigeants vietnamiens et cambodg ens avaient une occasion exceptionnelle de le faire puisque c'est côte à côte que les peuples ont chassé l'impérialisme américain.

Dans toutes les parties du monde, les frontières nationales trouvent leur justification dans le fait que à un moment ou à un autre de leur développement, les bourgeoisies des différents pays ont éprouvé le besoin de protéger le lieu de leur domination contre la concurrence de leurs congénères. Si les gouvernements du Vietnam et du Cambodge étaient socialistes chercheraient-ils à dresser leurs peuples les uns contre les autres? Les paysans, les ouvriers cambodgiens ont-ils

HAILANDE

BASSAC

VIET NA M

PHNOM - PENH

SIHANOUKVILLE

BEC DE CANARD

0 200 km

UB

En grisé serré, les régions qui seraient revendiquées par le Cambodge. En grisé croisé, les régions qui seraient occupées par les troupes vietnamiennes.

des intérêts distincts de ceux de leurs frères vietnamiens?

Ces gouvernements ne sont pas socialistes mais ils ne sont même pas populaires en ce sens qu'ils entendent mener leur politique nationaliste quel qu'en soit le coût pour les populations. Car les peup'es du Vietnam et du Cambodge qui se sont battus pendant des dizaines d'années ont-ils besoin d'une pouvel'e

épreuve, inutile ce'le-là?

C'est bien pour tout cela que la politique nationaliste, quel que soit le pays où elle s'exprime, représente un danger, une impasse qui peut être sanglante. Cette politique perpétue — et parfois renforce — les préjugés chauvins, nationaux qu'à un moment ou à un autre les exploi eurs ont ancré dans la tête des opprimés pour mieux les diviser, pour mieux les exploiter.

## PC-PS: La chasse aux voix chacun de son côté

ES derniers jours ont été marqués par deux évènements dans la gauche française.

Tout d'abord les déclarations de Mitterrand à la presse française le 4 janvier au Palais-Bourbon : le Parti Socialiste a, seul, réactualisé le Programme commun de la gauche et en particulier il se déclare favorable au SMIC à 2 400 F.

Les 6 et 7 décembre le PC, a, quant à lui, tenu sa conférence nationale à Paris et Marchais son secrétaire général y a annoncé qu'une réconciliation PC-PS était exclue avant les résultats du premier tour.

La polémique PC-PS n'a donc pas cessé ; mais aujourd'hui encore quelle place les intérêts des travalleurs y tiennent-ils? Aucu-ne.

Mitterrand promet le SMIC à 2 400 F. C'est bien la première promesses qu'il fait aux travailleurs. Une promesses d'ailleurs qu'in e concerne pas les travailleurs des Antilles, ni de la part qui PS, ni davantage de celle du PC.

Cela ne risque pas de coûter bien cher à la bourgeoisie. Celle-ci, l'inflation aidant, rattrapera bien vite une augmentation du SMIC. Mais, pour Mitterrand, voillà une promesses qui lui fait marquer un point face \* PC, qui n'aura plus rien de mieux à proposer.

Le PC d'ailleurs n'aura maintenant plus grand chose dans son programme qui le différencie du PS. Si le PC continue à polémiquer, ce ne peut donc à pour des questions de programme qui serait plus ou moins conforme aux intérêts des travailleurs. Le PC veut seulement s'assurer des places au gouvernement, à côté de Mitterrand. Et pour cela, il lui faut beaucoup de voix : il lui en faut, il le déclare sans ambages, 25 %.

Contrairement à ce que dit Marcha's, ce n'est pas parce que le PC aura davantage de voix que les intérêts des travailleurs seront garantis. En effet au moment même où le PC dénonce « la vieille politique de collaboration de classe du PS avec la grande bourgeoisie », il n'a d'autre perspective à proposer aux travailleurs qu'un gouvernement avec le

# Des législatives aussi truquées que les autres

La droite et le gouvernement à sa dévotion, ne ménagent pas leurs efforts pour permettre aux Français de l'étranger d'exprimer leur choix lors des prochaines législatives.

Pour ce faire, tout l'arsenal diplomatique a été mobilisé pour provoquer et recueil ir les inscriptions en « blanc » des Français de l'étranger dont la majorité est assurée d'avoir le soutien.

D'un peu partout, ces inscriptions affluent. Nombreuses sont celles arrivées du Gabon, de Côte d'Ivoire, de Madagascar, et de Belo Horizonte. Bien évidemment, elles sont dirigées là où le gouvernement le juge opportun, c'est à-dire là où son succès est compromis, mais où tout espoir n'est pas perdu.

Ces manœuvres revêtent une importance capitale pour la gauche et pour le gouvernement. Elles peuvent modifier la majorité qui sortira des élections, dans la mesure où dans une soixantaine de circonscriptions, le succès ou l'échec de la droite se jouera à 1 ou 2 % près.

En mobilisant ainsi tout son arsenal pour faire voter les Français de l'étranger, la droite a

tives de 1978 des élections truainsi décidé de faire des législaquées.

Mais, finalement, elles ne sont pas plus truquées que les autres. Car en fait, toutes les élections, même celles organisées le plus conformément à la légalité, sont truquées, entre autres par le mode de découpage des circonscriptions électorales qui permet à la droite de se tailler des circonscriptions à sa mesure.

Le trafic sur le vote des Francais de l'étranger est une pratique scandaleuse, mais le plus scandaleux, c'est le truquage inhérent aux élections.

#### ANTILLES : -

# Une émigration forcée pour les auxiliaires des PTT

Depuis quelque temps affluent de la Martinique et de la Guadeloupe des travailleurs que l'administration des PTT contraints à émigrer et tenir compte de leur situation (chargés de fam'ile ou non). Bien qu'ayant de très nombreuses années de service derrière eux (souvent près de dix ans), ces travailleurs recrutés sur p'ace ne sont toujours pas titulaires et l'administration prétend qu'il est impossible de les titulariser aux Antilles.

Ce prétexte permet à l'administration des PTT aux Antifles de disposer pendant des années d'une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci et de pouvoir, du jour au lendemain, s'en débarrasser aussi scandaleusement qu'elle le fait aujourd'hui en déclarant qu'il est impossible de les garder comme auxiliaires sur place.

## France : du racisme ordinaire à celul qui tue, il n'y a qu'un pas

Deux travailleurs immigrés ont été victimes, une fois de plus, d'agressions sauvages. L'un d'eux y a d'ailleurs trouvé la mort. Ce ne sont pas des attentats organisés par des groupes politiques racistes, mais des actes individuels d'un racisme banal, quotidien. Ce racisme qui commence parfois par une agression verbale et coûte la vie chaque année à des dizaines de travailleurs immigrés. Mais, le racisme se manifeste également sous une autre forme, celle de prétendre, dans un hôpital, qu'un travailleur immigré malade est saoûl et de l'envoyer au commissariat. Ce sont des faits qu'il faut dénoncer pour y mettre fin. C'est partout qu'il faut entrer en guerre contre le racisme, sous toutes ses for-

DE L'AGRESSION...

Un travailleur africain, habitant

le foyer de la rue Roche-brune à Montreuil est grièvement blessé, à la suite d'un incident, dans une blanchisserie.

Ce travailleur étant venu chercher ses vêtements, on lui rend la monnaie en petites pièces sur une grosse coupure.

En l'entendant protester contre ces pièces, le mari de la gérante rentre dans la boutique et l'attaque à coups de couteau.

Les 430 travailleurs africains, qui ont l'habitude d'utiliser les services de cette blanchisserie, organisent le boycott de cette boutique.

#### ...AU MEURTRE

Un travailleur mauritanien, résidant dans le même foyer à Montreuil, meurt des suites des coups reçus dans un café du 20° arrondissement.

Le patron du café ayant refusé de le servir, une altercation s'ensuit. Ce travailleur est ramassé sur le trottoir de la rue, en sanglanté.

Transporté à la Salpêtrière, il y décède trois semaines plus tard.

#### Même malade, il vaut mieux ne pas être un travailleur immigré

Le 20 décembre dernier, un travailleur immigré de 24 ans, Mohamed Boubaya, meurt pour avoir été refusé à l'hôpital de Creil, dans l'Oise.

Ce jeune Algérien, employé à l'usine Chausson, est pris de ma-

laise dans le courant de l'aprèsmidi. L'infirmerie de cet établissement, jugeant que son état nécessite une hospitalisation, le fait transporter à l'hôpital de Creil. Là, après examen, l'interne de garde prétendant qu'il est saoul appelle le commissariat de police. Une demi-heure plus tard, les flics, constatant une aggravation de son état, le ramènent à l'hôpital où il tombe dans le coma. Voyant cela, il est transféré sur l'hôpital Lariboisière. Il y meurt quatre jours après.

meurt quatre jours après.

Ainsi, ce jeune tratailleur immigré est mort dans l'indifférence la plus totale, car sa tamille a été avertie dix heures plus tard. Celle ci a d'ailleurs porté plainte contre X, pour la taçon dont a été traité Mohamed Boubaya et aussi parce que son visage portait des traces suspectes d'ecchymoses.